



LE DEVOIR

Le solaire, énergie méconnue

Hiver comme été, le soleil envoie sur le sol quelque 1000 watts par mètre carré, soit l'équivalent d'un calorifère électrique

Point besoin de barrages, de centrales thermiques ou nucléaires pour produire de grandes quantités d'énergie. Dans une série de trois articles, *Le Devoir* explore de nouvelles filières, en premier lieu celle du solaire, dont plusieurs ignorent les immenses possibilités.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Qui oserait imaginer que le plus grand capteur solaire du monde est installé ici, à Montréal, et qu'il permet à l'usine Canadair de Saint-Laurent, propriété de Bombardier, de réaliser des économies annuelles d'électricité de 100 000 \$ en plein hiver? Cet exemple bien réel illustre mieux que tout l'ignorance des Québécois à l'endroit du potentiel, pour les résidences et les industries, de l'énergie solaire, la forme la plus systématiquement boudée par les gouvernements dans leurs programmes d'aide financière et d'information, dans les normes publiques régissant l'industrie de la construction et dans la planifi-

cation urbaine. Et pourtant, nos gouvernements sont d'importants clients d'équipement de photovoltaïque, de chauffage solaire passif dans leurs édifices, de toits réfléchissants et de murs solaires... Au fond, explique l'architecte à la retraite Christian Ouellet, pionnier du solaire passif au Québec, les Québécois pensent encore que le solaire n'est pas adapté à un pays aussi froid où l'électricité coûte si peu. Brian Wilkinson, président de la société Matrix, a installé le système de mur solaire chez Canadair et d'autres dans deux autres divisions de Bombardier ainsi que dans une trentaine d'entreprises, laboratoires et écoles du Québec. Il explique que le soleil envoie sur le sol,

«On ne peut pas laisser une Terre dévastée à nos enfants sous prétexte que le retour sur l'investissement des solutions est trop long»

VOIR PAGE A 8: ÉNERGIE

Najaf à feu et à sang

De violents combats entre les forces américaines et les partisans d'al-Sadr font plus de 300 morts

Bagdad — De sanglants combats ont opposé hier, pour la deuxième journée consécutive, les forces américaines aux miliciens de l'imam extrémiste chiite Moqtada al-Sadr dans plusieurs villes irakiennes. En moins de 48 heures, au moins 300 partisans de l'imam ont été tués à Najaf, selon l'armée américaine, et plusieurs dizaines d'autres ailleurs.

L'armée du Mahdi a cependant contesté ces chiffres. Ahmed al-Shaibany, un collaborateur d'al-Sadr à Najaf, a affirmé que seulement neuf militants avaient été tués et 20 autres blessés dans la ville sainte.

Le gouverneur de Najaf, Adnan al-Zurufi, a lancé un ultimatum aux miliciens de l'imam radical, leur donnant 24 heures pour quitter la ville. «Nous croyons que la fin des opérations militaires dépend du départ des miliciens armés de Najaf», a-t-il dit aux journalistes.

«Nous exigeons qu'ils quittent la province aussi rapidement que possible. Je leur donne une dernière chance en leur accordant un délai de 24 heures à partir de maintenant, pour quitter la ville et laisser ses habitants vivre en paix.»

Les violences ont rarement été aussi meurtrières depuis la fin officielle de la guerre qui a vu l'éviction de Saddam Hussein l'an dernier: reprenant jeudi dans la ville sainte chiite de Najaf, elles se sont ensuite répandues comme une traînée de poudre dans plusieurs régions chiites du pays.



«Nous demandons au gouvernement [irakien], qui a annoncé qu'il était souverain, d'intervenir pour arrêter les attaques américaines»

VOIR PAGE A 8: IRAK

HORS-JEU

Le destin d'Amélie

Il ne fallait pas arriver en retard, hier matin, au stade pharmaceutique du centre de tennis Jarry. Pourtant, plusieurs personnes arrivent en retard. Vous savez comment les gens sont: ils partent à la dernière minute pour se donner plus de temps pour relaxer, ils prennent leur char, puis, étant à la

dernière minute, se retrouvent hyperstressés à l'arrivée parce qu'il y a un embouteillage pour l'accès au stationnement et qu'ils vont être en retard puisque tout le monde a pris le temps de relaxer avant de partir.

En plus, voulez-vous bien me dire pourquoi il n'y a pas de feu vert clignotant pour donner priorité sur virage à gauche à ceux qui arrivent du sud par Saint-Laurent, ce qui fait que les chars passent un à un, ça n'a pas de foutu bon sens et ça, ça, ça c'est la Ville, ça monsieur, mais qu'est-ce qu'elle fait donc, la Ville?

Ce n'est pas comme au centre de conditionnement physique Fit For Life, qui est justement situé au coin de la rue où il n'y a pas de feu vert clignotant. Chez Fit For Life, il y a un service de valet pour le parking. Comme ça, on n'a pas besoin de marcher depuis son



Jean Dion

VOIR PAGE A 8: AMÉLIE

Autres informations en page C 8

INDEX

Actualités..... A 2	Historique..... B 6
Annonces..... C 6	Idées..... A 5
Avis publics... A 4	Monde..... B 6
Bourse..... C 2	Mots croisés.. A 4
Carrières..... A 6	Météo..... C 6
Décès..... C 7	Perspectives.. B 1
Économie..... C 1	Rencontres.... D 2
Éditorial..... B 4	Sports..... C 8

Un monde meilleur ou le meilleur des mondes?

Tenants d'une idéologie radicalement protechnologie, les «transhumanistes» voudraient accélérer l'avènement de l'homme nouveau sous toutes ses formes

ANTOINE ROBITAILLE

Toronto — «De meilleurs humains, une meilleure vie, un monde meilleur»: c'est sous ce triple espoir en apparence anodin que s'est ouvert hier, dans la Ville reine, le congrès Transvision 2004, le sixième de la World Transhumanism Association (WTA), qui regroupe environ 3000 personnes dans le monde. Les précédents avaient eu lieu à Yale, aux États-Unis, à Londres, dans les Pays-Bas et en Suède.

En ce vendredi après-midi frisquet, les présentateurs se relaient à la tribune d'une grande salle presque vide de l'université de Toronto, à un jet de pierre de Queen's Park. Leurs PowerPoint présentent des perspectives d'un monde plus que parfait où la génétique, la robotique, les neurosciences et les nanotechnologies permettent à l'humain de renouveler complètement la «condition humaine» selon les rêves de chacun.

L'article 2 de la «déclaration transhumaniste», manifeste fondateur de cette nouvelle idéologie, le dit clairement: «L'avenir de l'humanité va être radicalement forgé par la technologie. Nous envisageons la possibilité que l'être humain puisse subir des modifications, telles que son rajeunissement, l'accroissement de son intelligence par des moyens biologiques ou artificiels, la capacité de moduler son propre état psychologique, l'abolition de la souffrance et l'exploration de l'univers.» Exit Homo sapiens, bienvenu transhumain. Et bientôt post-humain.

Les livres de chevet des participants à ce congrès illustrent bien la direction qu'ils souhaitent

VOIR PAGE A 8: MONDE



«L'avenir de l'humanité va être radicalement forgé par la technologie. Nous envisageons la possibilité que l'être humain puisse subir des modifications, telles que son rajeunissement, l'accroissement de son intelligence par des moyens biologiques ou artificiels, la capacité de moduler son propre état psychologique, l'abolition de la souffrance et l'exploration de l'univers.»

• LES ACTUALITÉS •

Décès de Pierre-Louis Mallen

Une voix de France au Québec s'éteint

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Il était de ceux qui, depuis la France, avaient voulu accompagner le Québec sur la voie de son accession à l'indépendance. Après avoir vécu plusieurs années au Québec, le Français Pierre-Louis Mallen est mort le 5 août à Paris. Il avait 95 ans.

En 1963, Mallen avait été choisi par le ministre Alain Peyrefitte à titre de délégué de la radio-télévision française à Montréal dans «une mission d'ouverture au Québec». Ses fonctions le conduisent bien vite à servir d'antenne privilégiée pour la visite du général de Gaulle au Québec.

Toute sa vie, Pierre-Louis Mallen milite en faveur de l'épanouissement de la langue française et, dans cette perspective, il s'intéresse de très près, dès les années 1960, à l'épanouissement des Canadiens français. Au Québec, il est alors séduit par l'exceptionnel talent de tribun du jeune Pierre Bourgault, alors président du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). «Pour la première fois depuis que j'étais en Amérique, j'entendais un authentique tribun», écrira-t-il.

Un fidèle

Ces dernières années, Pierre-Louis Mallen se montre particulièrement déçu de voir les Jeux olympiques faire une si large place à l'anglais alors que la Charte

olympique fait du français sa première langue. Dans plusieurs prises de position publiques, il réagit contre ce déclassement international du français.

Selon Yves Michaud, ancien délégué du gouvernement du Québec à Paris, Pierre-Louis Mallen «faisait partie des plus grands défenseurs du Québec en France. C'était un fidèle qui avait là-bas ses entrées partout, du ministère des Affaires étrangères jusqu'au premier ministre». Yves Michaud garde aussi souvenir que Mallen fut, en juillet 1967, un de ceux qui permirent techniquement et à toute vitesse au général de Gaulle de pouvoir prendre la parole depuis le balcon de l'hôtel de ville de Montréal et de lancer ainsi son célèbre «Vive le Québec libre!».

Le politologue Guy Bouthillier, ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste, signale pour sa part que Pierre-Louis Mallen «fait partie des premiers Français qui ont découvert le Québec moderne et veillé à établir des liens avec lui».

Pierre-Louis Mallen était un récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique et un correspondant de l'Institut de France. L'Université du Québec à Montréal lui avait aussi décerné un doctorat honorifique. Au cours de sa longue carrière, il a publié quantité d'articles ainsi que quelques livres, dont *Vivre le Québec libre*, préfacé par René Lévesque.

Le Devoir

Décision de la Cour d'appel

Rizzuto restera en prison en attendant

Le parrain présumé de la mafia montréalaise, Vito Rizzuto, restera en prison en attendant la décision concernant son extradition vers les États-Unis.

La Cour d'appel du Québec a rendu sa décision hier après-midi, à Montréal, sur la requête de remise en liberté présentée par Vito Rizzuto.

Agé de 58 ans, Vito Rizzuto est menacé d'extradition vers les États-Unis, où il est accusé de gangstérisme relativement aux meurtres, en 1981, de trois mafiosi.

Le juge François Doyon s'est donc rangé derrière les avocats de la Couronne qui demandaient

à ce que Vito Rizzuto demeure incarcéré tant que le ministre de la Justice, Irwin Cotler, n'aura pas rendu sa décision sur la demande d'extradition.

Détenu depuis janvier

Les avocats de M. Rizzuto estimaient que la cause serait rejetée, car depuis 1986, la période de prescription de cinq ans durant laquelle des accusations peuvent être portées est échu.

Vito Rizzuto est détenu depuis son arrestation, à son domicile de Montréal, à la mi-janvier 2004.

Presse canadienne

La loi interdit la vente de ces produits dans les épiceries

Les alcools du terroir québécois veulent avoir leur place au soleil

FABIEN DEGLISE

Les alcools du terroir québécois ont la vie dure par les temps qui courent. Tolérés pendant des années dans les épiceries de la province, ils se retrouvent en effet depuis plusieurs mois dans la ligne de mire de la Société des alcools du Québec (SAQ), qui n'apprécie guère les voir trôner sur les rayons des supermarchés. Au grand désespoir des producteurs qui comptent pourtant sur ce marché pour assurer leur pérennité.

«C'est totalement illogique», lance Jean Ouellet, président de l'Association des producteurs de boissons alcoolisées du Québec (APBAQ). Actuellement, on retrouve dans les épiceries des vins de table qui proviennent de France, d'Australie ou du Chili, mais les alcools du terroir produits au Québec, dans les environs de ces épiceries, n'ont pas le droit d'être proposés aux consommateurs. C'est difficile à comprendre.»

La loi

En vertu de la Loi sur la Société des alcools du Québec, les producteurs d'hydromel, de vins à base de baies ou encore de cidre de glace détenant un permis de production artisanal sont en effet condamnés à vendre le fruit alcoolisé de leur labeur sur leur propriété principalement, mais aussi dans les expositions agricoles, les foires de produits alimentaires, les marchés publics reconnus par le ministère, les succursales de la SAQ ainsi que les bars et restaurants. Mais, contrairement à la bière, leurs produits ne peuvent se retrouver dans les épiceries et les dépanneurs.

«Et pourtant, c'est dans ces endroits que nous pouvons faire vraiment rayonner notre production, qui est de plus en plus recherchée par les consommateurs», souligne Catherine Hébert, qui produit des alcools du terroir en Estrie. Pendant des années, la présence de ces alcools a pourtant été tolérée dans les épiceries. Les autorités fermaient les yeux. Mais là, la SAQ a décidé de faire respecter la loi à la lettre. Et c'est bien dommage.»

Conséquence: les constats d'infraction se multiplient désormais chez les distributeurs alimentaires qui ont décidé de soutenir la production locale d'alcool en in-



STÉPHANE BEAUDOIN LE DEVOIR

Récolte, à Hemmingford, de pommes en vue de produire du cidre de glace, l'un de ces alcools du terroir qui souffre du monopole de la SAQ.

tégrant dans leur inventaire. Entre avril dernier et aujourd'hui, la Régie des alcools, des courses et des jeux, l'organisme chargé de faire respecter la loi, a délivré près de «13 avis de correction», indique sa porte-parole, Colette Lépinay. En plus de saisir 130 bouteilles dans une épicerie de Magog début juillet.

Aucune brèche

Au cœur de la répression: le monopole de la SAQ en matière de distribution d'alcool, que la vente libre d'alcool du terroir en épicerie vient directement remettre en question. «Et la SAQ ne tolère aucune brèche dans ce monopole, car cela risquerait d'ouvrir la porte à d'autres producteurs de l'étranger, qui pourraient alors se prévaloir du même privilège, résume, tout en déplorant la chose, Mme Hébert. Mais il y a peut-être moyen de modifier la loi pour le bénéfice des

seuls producteurs d'ici.»

Jean Ouellet le croit aussi. D'autant que, pour assurer la croissance de ces produits de niches, l'épicerie semble désormais être un point de passage obligé, selon lui. «La SAQ n'accorde pas beaucoup de place à ce type de produits artisanaux, dit-il. En étant dans les épiceries, nous avons accès à un bassin de consommateurs plus grand, nous disposons aussi de la possibilité de négocier directement avec les distributeurs et d'offrir aussi nos produits à des prix beaucoup plus intéressants puisqu'ils ne sont pas touchés par la majoration de prix imposée par la SAQ.»

Les épiciers, par l'entremise de l'Association des détaillants en alimentation du Québec (ADAQ), semblent d'ailleurs en faveur d'un allègement de la loi afin de pouvoir tenir, sans crainte de représailles,

les alcools du terroir dans leur magasin. «Nous soutenons les producteurs», dit le porte-parole de l'association, Pierre-Alexandre Blouin, parce que, si l'on vend des alcools du terroir, on va vendre également des fromages du terroir, des légumes du terroir, des viandes du terroir... La demande est là. Les artisans, eux, vont y trouver leur compte et nous aussi.»

Deux ans d'efforts

Ce portrait est idéal, pour les créateurs de boissons enivrantes à base de pommes, de miel, de cassis ou de cerises sauvages qui toutefois commencent à s'impatienter devant l'inertie du gouvernement. «Cela fait deux ans que nous essayons de faire changer les choses, explique M. Ouellet. Sans succès. Pourtant, nous avons besoin d'un changement rapide à la loi actuelle. Si rien ne bouge, plusieurs producteurs, faute de débouchés pour leurs produits, risquent de disparaître... emportant avec eux quelques bouts du patrimoine agroalimentaire du Québec et de ses terroirs.»

Le Devoir

Un vaisseau canadien dans l'espace en octobre

Le Projet da Vinci tentera de remporter le prix Ansari X au premier constructeur d'un vaisseau spatial privé

Toronto — Le groupe canadien Projet da Vinci, qui tente de mettre la main sur le prix Ansari X, d'un montant de 10 millions \$US, lancera son vaisseau spatial dans les cieux le 2 octobre. Brian Feeney, dirigeant du

groupe torontois, en a fait l'annonce, jeudi, alors que le public était invité à découvrir le vaisseau Wild Fire, dans un hangar de Toronto.

Le prix Ansari X sera décerné au premier constructeur d'un vaisseau spatial privé qui lancera trois

personnes dans l'espace deux fois de suite à l'intérieur d'une période de 14 jours, puis les ramènera sur Terre saines et sauvées.

M. Feeney a indiqué que le Projet da Vinci avait jusqu'à présent nécessité des investissements de 337 000 \$CAN. Il n'a pas précisé quel pourrait en être le coût final.

Le milliardaire Paul G. Allen, l'un des fondateurs du géant de l'informatique Microsoft, subventionne les efforts d'une équipe de Californie qui compte lancer son propre vaisseau, SpaceShipOne, le 29 septembre. En cas de réussite, ce vol serait le premier des deux requis dans le cadre du concours.

M. Allen a affirmé aux journalistes que le coût de son vaisseau dépassait 20 millions \$US.

SpaceShipOne a écrit une nouvelle page d'histoire, il y a un mois, lorsqu'il a effectué le premier vol dans l'espace à avoir été financé par le secteur privé. Ce vol ne constituait cependant pas un vol officiel du concours.

Au total, 26 équipes à travers le monde sont en lice pour le prix Ansari X. Une autre équipe canadienne, Canadian Arrow, de London, en Ontario, espère également lancer son vaisseau sous peu.

Presse canadienne

LINEN CHEST

IL NE RESTE QUE 2 JOURS!

Espace de vie

Économisez jusqu'à **70%** LE PLUS GRAND SOLDE de l'année.

SUR PRÉSENTATION DE CE COUPON. LINEN CHEST PAIERA L'ÉQUIVALENT DE LA TPS ET DE LA TVQ SUR TOUTS LES STORES HunterDouglas qui sont déjà à leurs prix les plus bas de l'année!

SERVICE À DOMICILE GRATUIT • 514.341.7810

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville)
Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)

www.linenchest.com

Cette offre est en vigueur jusqu'au 8 août 2004.

Le Broadway
65, René-Lévesque Est

- En plein cœur du Centre Ville
- Des aménagements variés et distinctifs
- Une architecture classique unique

Disponibles:
2 ou 3 chambres avec mezzanine 285,000\$
Penthouse avec terrasse privée 519,000\$
Maison de ville 2 chambres 315,000\$

www.apploft.com 514-396-6480

EN LIVRAISON NOVEMBRE 2004

FROMAGER AFFINEUR

Savez-vous rec un vrai fromage?

Consultez aussi sur notre site notre répertoire de fromages désormais célèbre.

LA SÉLECTION DU vrai FROMAGER

Chaque mois en vedette, un fromage, une recette... sur notre site internet.

(514) 272 1161
Marché Jean-Talon, plateau Mont-Royal, rue Sherbrooke E., Repentigny.

La fromagerie HAMEL

www.fromageriehamel.com

GIORGIO EMPORIO

JUSQU'À **70%**

1455 RUE PEEL (LES COURS MONT-ROYAL) 282-0022

POLITIQUE

Bloc québécois

Un cabinet fantôme qui n'oublie personne

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — Fort d'une victoire électorale éclatante, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a fait une place à chacun de ses 54 députés au sein de l'imposant «cabinet fantôme» qu'il a dévoilé hier.

M. Duceppe adopte ainsi une stratégie différente du chef conservateur Stephen Harper, qui a choisi de ne pas assigner à tous ses députés (ils sont 99) des dossiers précis.

Parmi les recrues bloquistes qui se démarquent, on note le comédien et auteur Maka Koto, nommé critique au Patrimoine canadien, et l'ancien ministre péquiste Serge Ménard, affecté à un domaine qu'il connaît bien: la Sécurité publique et la Protection civile.

L'ancien négociateur en chef pour le Conseil des Atikamekw et des Innus-Montagnais, Bernard Cleary, devient, comme on pouvait s'y attendre, critique aux Affaires indiennes. Il sera épaulé par André Bellavance, qui a réussi à remporter le siège d'André Bachand, dernier député conservateur québécois.

Meili Faille, tombeuse du député libéral de Vaudreuil-Soulanges, Nick Discepola, hérité de la Citoyenneté et de l'Immigration, un dossier important pour lequel elle détient une bonne expérience professionnelle.

Agriculture

À l'Agriculture, autre secteur chaud, le chef bloquiste fait confiance à Denise Poirier-Rivard, qui est copropriétaire d'une fromagerie en Montérégie. L'ancien président de la Commission internationale de vélo de montagne, Marc Lemay, se voit quant à lui confier la

responsabilité des Sports.

Le scandale des commandites, dont on continuera d'entendre parler cet automne avec l'enquête publique du juge John Gomery, sera surveillé au Bloc par deux députés: un d'expérience, Benoît Sauvageau (Conseil du trésor et Comptes publics) et une recrue, Louise Thibault (Travaux publics). Cette dernière remplace la flamboyante Suzanne Tremblay, qui a pris sa retraite.

L'ancien responsable des Comptes publics, Odina Desrochers, est muté au poste de critique pour l'Amérique latine et l'Afrique, aux côtés de la députée Francine Lalonde, qui demeure la principale responsable des Affaires étrangères.

Leader

Aux Communes, le leader du Bloc demeurera Michel Gauthier, qui sera secondé par Monique Guay. Michel Guimond conserve aussi son poste de whip, dans lequel l'assistera Pauline Picard.

Le porte-parole du Bloc en matière d'Affaires intergouvernementales sera désormais Stéphane Bergeron, qui devra travailler étroitement avec son collègue responsable de la Santé, Réal Ménard, en vue de la conférence fédérale-provinciale sur le sujet, en septembre.

Aux Finances, le vétéran Yvan Loubrier prend la place de l'ancien syndicaliste Pierre Paquette, qui passe au Commerce international. Quelques députés conservent leurs responsabilités: Richard Marceau à la Justice, Claude Bachand à la Défense, Bernard Bigras à l'Environnement, Paul Crête à l'Industrie et Jean-Yves Roy aux Pêches et Océans.

Presse canadienne

Achat des vaches de réforme

Québec souhaite négocier un prix minimum

TOMMY CHOUINARD

Trois-Rivières — Québec souhaite entreprendre des pourparlers avec Ottawa et les autres provinces afin de fixer un prix minimal pour l'achat de vaches de réforme par les abattoirs et ainsi permettre aux producteurs bovins de retrouver un niveau de revenu suffisant.

«Fixer un prix minimum, je pense qu'on en est rendu-là», a affirmé le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Françoise Gauthier, à l'entrée du caucus des députés libéraux, qui s'est tenu hier à Trois-Rivières. Le projet de prix minimal doit se faire à l'échelle canadienne, a-t-elle précisé, puisque les producteurs québécois n'ont d'autre choix que d'accepter les faibles prix offerts. L'aide gouvernementale accordée aux producteurs québécois n'est pas suffisante pour combler les pertes des producteurs depuis le début de la crise.

Depuis le début de la crise de la vache folle en mai 2003, le prix des vaches de réforme a chuté dramatiquement. Les producteurs bovins ne reçoivent plus que 20 ¢ la livre. Or, en novembre 2002, les vaches de réforme se transigeaient à 50 ¢ la

livre. «Il y a quelque chose qui ne marche pas quelque part», a dit Mme Gauthier. Les vaches de réforme — des vaches laitières qui finissent leur carrière dans les abattoirs pour être transformées en steak haché, par exemple — ont toujours représenté un revenu d'appoint important pour les producteurs.

La Fédération des producteurs bovins accuse Viandes Levinoff, propriétaire de l'abattoir de Saint-Cyrille-de-Wendover près de Drummondville, de jouir d'une situation de monopole et de profiter de la crise de la vache folle pour exploiter les producteurs. Comme il n'y a pas d'autres abattoirs et que les États-Unis ont fermé leurs frontières, les producteurs québécois n'ont d'autre choix que d'accepter les faibles prix offerts. L'aide gouvernementale accordée aux producteurs québécois n'est pas suffisante pour combler les pertes des producteurs depuis le début de la crise.

Le Devoir

Fermeture de CHOI-FM

Charest voudrait que le Québec soit représenté au CRTC

Le premier ministre évoque une entente administrative tandis que Mario Dumont voudrait que l'Assemblée nationale soit convoquée

TOMMY CHOUINARD

Trois-Rivières — Le gouvernement Charest souhaite négocier une entente administrative avec Ottawa pour faire en sorte que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes soit plus «sensible» à la réalité québécoise, notamment en modifiant la composition des bancs de l'organisme fédéral et en régionalisant ses activités.

«Cela a déjà été évoqué que le Québec puisse être représenté sur les bancs du CRTC lorsqu'il s'agit de prendre des décisions qui touchent directement les diffuseurs québécois. Ça donnerait à ceux et celles qui sont appelés à prendre des décisions au CRTC une sensibilité à la réalité de notre culture et de notre langue», a affirmé le premier ministre Jean Charest, à la sortie du caucus des députés libéraux qui s'est tenu hier à Trois-Rivières.

Critique

Jean Charest a vertement critiqué l'idée lancée plus tôt dans la journée par le chef adéquiste Mario Dumont, qui souhaite convoquer l'Assemblée nationale pour adopter une loi visant à rapatrier les pouvoirs en matière de télécommunications et à permettre au Québec d'octroyer lui-même les licences de radiodiffusion afin d'éviter la fermeture de la station de Québec CHOI-FM. «Voter des lois illégales, on ne souscrit pas à ça. On ne donne pas suite à des suggestions loufoques. On n'est pas à la veille d'une réouverture de la Constitution. La voie à privilégier est celle de la négociation d'une entente administrative», a lancé le premier ministre.

Le ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, entend expédier prochainement une lettre à la ministre fédérale du Patrimoine, Liza Frulla, afin de lui faire part de la position de Québec dans le dossier des télécommunications. Une telle lettre avait été envoyée également aux prédécesseurs de Mme Frulla, Sheila Copps et Hélène Chalifour Sherrer.

Line Beauchamp a précisé que les dernières modifications apportées à la loi sur le CRTC permettent à l'organisme fédéral de régionaliser ses activités. «Le Québec serait intéressé à avoir des discussions avec le fédéral là-dessus», a précisé Mme Beauchamp, refusant de préciser si une telle entente aurait permis d'éviter le retrait de la licence de CHOI-FM.

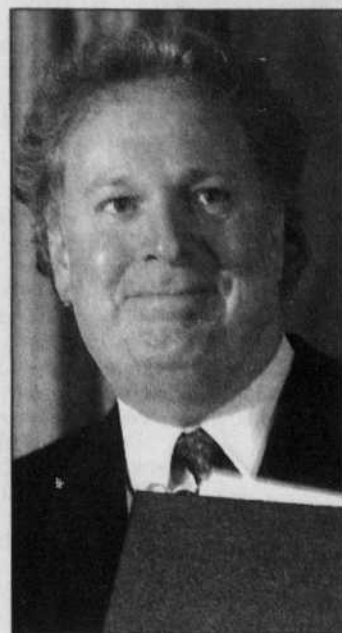
Sanction trop sévère

Si Jean Charest n'a pas voulu réagir à la décision de Liza Frulla de ne pas intervenir dans le dossier de CHOI-FM, il a réitéré que la décision du CRTC représente une «sanction trop sévère».

La volonté de conclure une entente administrative avec Ottawa au sujet des télécommunications n'est pas née avec la décision du CRTC concernant CHOI-FM, puisqu'il s'agit d'une position défendue par le Parti libéral depuis des années, a fait valoir le premier ministre.

Jean Charest a précisé que deux possibilités s'offrent maintenant à CHOI-FM: porter la décision du CRTC en appel devant la cour fédérale ou alors tenter d'obtenir une nouvelle licence.

En entrevue téléphonique après son passage dans les stu-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Le premier ministre du Québec, Jean Charest.

diffusion et les télécommunications relèvent également de la culture, a dit M. Dumont. Et le Québec serait mieux placé pour s'occuper lui-même des licences de radiodiffusion sur son territoire, a-t-il ajouté.

C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il voudrait voir l'Assemblée nationale convoquée: que les parlementaires affirment la volonté du Québec de «rapatrier» ses pleins pouvoirs en culture et en télécommunications et qu'ils adoptent une loi habilitant le Québec à assumer son leadership dans ce domaine.

Opportunisme politique

M. Dumont se défend de faire preuve d'opportunisme politique, par sa sortie publique, dans le contexte où une élection complémentaire se tiendra d'ici quelques semaines dans Vanier, une circonscription de la région de Québec où l'ADQ a déjà fait bonne figure.

Le chef adéquiste a fait valoir que la liberté d'expression, comme la liberté d'entreprise et la liberté de choix, a toujours été une valeur importante au sein de l'ADQ, comme lorsque le parti plaide pour une plus grande place du privé dans le système de santé ou dans les garderies. «On a trop enlevé de libertés à nos citoyens; on a trop voulu décider à leur place. La bataille qu'on mène, elle n'est pas en dehors des cratères naturels qui sont ceux de l'ADQ. Il n'y aurait pas d'élection partielle à Québec ou ailleurs qu'on prendrait la même position.»

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

Places disponibles
2004-2005

COLLEGE
RACHEL

Établissement privé mixte offrant le cours secondaire complet

Pour un futur plus que parfait

Nos Programmes

- Un projet éducatif en « Arts et Communications »
- Une formation intellectuelle et méthodes de travail de qualité dès la 1^{re} secondaire
- Les options Sciences Humaines et Sciences Pures à compter de la 4^e secondaire

Notre encadrement exceptionnel

- Groupes classes fixes • tituliariat • tutorat • mentorat
- Séances quotidiennes de récupération et de consolidation des acquis
- Aide aux devoirs et étude supervisée encadrées par des enseignantes
- Activités éducatives et sportives formant l'épanouissement

Notre tradition d'ouverture

- Accessible aux élèves talentueux et à ceux qui sont fragiles mais prêts à fournir les efforts nécessaires à leur réussite scolaire
- Bourses d'excellence et d'aide financière

Notre dimension humaine

- Une structure organisationnelle accueillant 300 élèves
- Un ratio moyen de classe de 28 élèves

Pour en savoir plus : 514-287-1944



Collège Rachel
5030, rue Jeanne-Mance, Montréal, (Québec), H2V 4J8
Téléphone : (514) 287-1944 • Télécopieur : (514) 287-7523 • colliegerachel@qc.ala.com • www.collegerachel.qc.ca



Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Modules en informatique

Bureautique - Initiation à la programmation - Initiation au multimedia - Programmation Internet



Automne
2004

COURS OFFERTS À MONTRÉAL ET À LONGUEUIL

514.343.6090
1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca

Université
de Montréal

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat en localisation

Pour les langagiers, les informaticiens et les gestionnaires de projets qui doivent adapter un produit aux marchés mondiaux.



Automne
2004

UN DOMAINE EN PLEINE EXPANSION À TRAVERS LE MONDE

514.343.6090
1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca

Université
de Montréal

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat de relations industrielles

Développez des outils et des habiletés transférables dans votre milieu professionnel : rémunération, dotation, négociation et ententes collectives.



Automne
2004

LE COMBLE DE TROIS CÉRIÈRES EN UN SEUL CERTIFICAT INDUSTRIEL

514.343.6090
1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca

Université
de Montréal

LES ACTUALITÉS

Contre la bactérie C. difficile

Les syndicats réagissent mal aux propos du ministre Couillard

Les syndicats réagissent mal aux propos du ministre de la Santé, Philippe Couillard, concernant les moyens pour contrer la bactérie Clostridium difficile.

Presse canadienne

Mauvais traitements présumés

La garderie Favy de Val-Bélair va rouvrir ses portes

Québec — La garderie Favy de Val-Bélair, où des enfants auraient subi de mauvais traitements, vient de remporter une première bataille contre la Direction de la protection de la jeunesse et le ministère de la Famille.

Presse canadienne

Une première

Des vétérans québécois sur la tombe du Soldat inconnu

MICHEL DOLBEC

Paris — Pour la première fois, une douzaine d'anciens combattants québécois ayant pris part au débarquement en Normandie raviveront demain la flamme du Soldat inconnu, sous l'Arc de triomphe, à Paris, pour saluer la mémoire de leurs compagnons morts sur le sol français.

Gratitude

La majorité de ces vétérans sont des Trifluviens débarqués sur Juno Beach avec le régiment de la Chaudière dans les premières heures de l'opération Overlord, il y a 60 ans.

Changement de mentalité

Il faut voir dans ce symbole le reflet d'un évident «changement de mentalité» des Québécois face à leur histoire, souligne Guy Bordeleau. En cela, la cérémonie s'inscrit d'une certaine manière dans le «devoir de mémoire» appelé de ses vœux par le premier ministre Jean Charest.

Presse canadienne

Réplique à Lucien Bouchard

Le privé doit servir le réseau public de santé, affirme le ministre Couillard

Trois-Rivières — Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, ne partage pas les vues de l'ancien premier ministre Lucien Bouchard quant à la nécessité de tenir un débat sur la création d'un système de santé à deux vitesses au Québec.



Philippe Couillard

Débat en cours

En marge du caucus des députés libéraux, hier après-midi, à Trois-Rivières, M. Couillard a ajouté que le débat sur la participation du secteur privé dans le réseau de santé était déjà en cours depuis quelques années.

Presse canadienne

ITALIE

Un chef mafieux est épinglé après dix ans de traque

Rome — La police italienne a arrêté, après une traque de dix ans, un chef de la mafia calabraise figurant parmi les criminels les plus recherchés du pays, ont annoncé les autorités hier.

Reuters

pellées pour lui avoir prêté assistance. Selon la commission parlementaire anti-mafia, la 'Ndrangheta a supplanté la mafia sicilienne (Cosa Nostra) et serait aujourd'hui l'organisation criminelle la plus dangereuse et la plus largement active d'Italie, en particulier par le biais d'un trafic international de cocaïne en plein développement.

Téléphone: 985-3344 Télécopieur: 985-3340

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Sur Internet: www.ledevoir.com/offres.html www.ledevoir.com/avis.html

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS. Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

AVIS DE VENTE. PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE QUÉBEC, NO. DE COUR: 200-22-027954-049. INTENDRE AUTOS INC. Partie demanderesse, vs- GRENET PNEUS ET MECANIQUE INC., Partie défenderesse.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, COUR FÉDÉRALE, NO GST-145-00, LOI SUR LA TAXE D'ACCISE REPR. PAR SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-12-274860-042 DATE: 27 juillet 2004 COUR SUPÉRIEURE SOUS LA PRÉSIDENCE DU GREFFIER ADJOINT MARIE-FLORENCE SUCCÈS

M DIAMOND ASS. INC. 345, AVENUE VICTORIA SUITE 400, WESTMOUNT (QUÉBEC) H3Z 2N2

MOTS CROISÉS. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

MOTS CROISÉS LE MONDE. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

HORIZONTELEMENT 1. Disparaître sous les flots. - Californium. 2. Personne vorace. - Mauvais.

HORIZONTELEMENT Lamartine. De grande ampleur. — 8. A voir sans aucun plaisir. Capitale pour le Letton.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE QUÉBEC, COUR DU QUÉBEC, (CHAMBRE CIVILE) NO 505-02-013122-001. SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE. Avis est donné conformément au Code civil du Québec de la clôture de l'inventaire en regard de la succession Lise FOU-CREAU, née le 6 août 1940.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE. Avis est donné conformément au Code civil du Québec de la clôture de l'inventaire en regard de la succession Lise FOU-CREAU.

MONTRÉAL AVIS DE VENTE IMMOBILIÈRE EN VERTU DE L'ARTICLE 670 C.p.g. Canada- Province de Québec - Cour Supérieure - District de Montréal - No. dossier: 500-17-017627-038 - No. shérif: 500-001128-041

CASILOC INC. APPEL DE CANDIDATURES CHARGÉ DE PROJETS / CONSTRUCTION Intermédiaires et Seniors

La suite des avis se trouve en page C 5

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE: GRILL SAN ANTONIO'S INC./SAN ANTONIO'S GRILL INC., un corps politique, dont incorporé selon la loi, antérieurement faisant affaires dans la ville et district de Laval, province de Québec, au 4436, Guenet.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE: BULLET BLUE JEANS INC. 9250, Avenue du Parc Bureau 400 Montréal (Québec) H2W 1Z2

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE. Avis est par les présentes donné que Bar Baita Inc., un corps politique dont incorporé selon la Loi ayant au son bureau chef et principale place d'affaires au 3514, boul. Saint-Laurent, Montréal (Qc), a déposé une cession le 27 juillet 2004 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 11 août 2004 à 10 h 00, au bureau du syndic, 1, Westmount Square, bureau 900, Montréal (Qc), (514) 932-4115.

L'USAGE DES SAINTS

ANTOINE RETROUVE L'IMPOSSIBLE

L'un protège de la route, l'autre patronne une association, un autre encore vient au secours des causes désespérées et aucun d'entre eux n'aurait pu prédire le sort qui lui serait réservé après sa mort. Certains saints du calendrier chrétien ont eu des vies hors du commun, mais s'ils ont survécu dans l'imaginaire populaire, c'est souvent pour des raisons surprenantes et hors du contrôle de l'Église. Dans une série empruntée au journal *Le Monde* que nous vous présentons chaque samedi de l'été, Michel Braudeau raconte la vie de quelques-uns de ces saints devenus très populaires et dont l'histoire fut en quelque sorte détournée par les mortels qui les ont adoptés. Aujourd'hui, saint Antoine de Padoue, celui qui vous donne un coup de main pour retrouver vos objets perdus.

MICHEL BRAUDEAU

L'image d'Antoine le Grand, ermite connu pour avoir résisté aux « tentations » du diable, a été éclipsée par celle d'Antoine de Padoue, le prédicateur qu'on sollicite comme un intercesseur universel.

Les saints les plus glorieux rebondissent le mieux, et l'on retrouve souvent à des siècles de distance l'écho de leur nom relayé par un autre et brillant d'un éclat nouveau. Il existe de nombreux homonymes que l'on distingue par une épithète évoquant leurs miracles particuliers, la ville de leur naissance ou de leur mort. Ainsi pour les Jean, les Pierre, les Jacques. Sur cinq Antoine recensés, deux au moins sont considérés comme des personnages d'exception, bien que presque mille ans les séparent, et ils se confondent parfois dans le brouillard intemporel du ciel doré, comme si leurs vertus et leurs actes déteignaient du premier sur le second, obéissant par translation à la reprise de leur prénom.

Antoine le Grand

Le plus ancien, dit Antoine le Grand, est connu pour son renoncement aux biens terrestres et l'intensité des visions auxquelles le diable le soumit, « tentations » qui fournirent une matière luxuriante à l'iconographie chrétienne, de Jacques Callot à Jérôme Bosch, et dont Gustave Flaubert tira un long poème en prose. Le nom d'Antoine signifie « celui qui possède les biens d'en haut et méprise les biens de la terre », selon Jacques de Voragine, qui ajoute : « Il méprisait le monde, qu'il trouvait impur, troublé, transitoire, trompeur, amer. » Il naquit en 251 en Égypte, dans une famille chrétienne aisée et, quand il eut 20 ans, à la mort de ses parents, il vendit tous ses biens, distribua l'argent aux pauvres et s'exila dans le désert pour y mener une vie érémitique.

C'est là que le démon lui apparut et lui infligea d'innombrables « tentations », que les peintres ont représentées avec un luxe de détails échevelé, des désirs de fornication qu'Antoine eut grand peine à vaincre par la prière. Il soumit un sanglier diabolique envoyé par le Malin et le domestiqua en un cochon placide qui devint son compagnon et fit partie de ses attributs traditionnels, comme son bâton en forme de tau et sa clochette.

Des disciples se joignirent à l'ermite et fondèrent une petite communauté au Fayoum puis à Pispis. Quand il rendit visite à saint Paul Ermite, doyen des anachorètes en Thébaïde, qu'un corbeau nourrissait chaque jour d'un pain, l'oiseau en apporta deux. À la mort de Paul, Antoine, suivi de deux lions, revint l'ensevelir. Il accomplit d'autres miracles, selon diverses sources, se transporta miraculeusement à Barcelone pour exorciser la femme et les enfants du roi de Catalogne, possédés par le démon, et passa au fil du temps pour un grand thaumaturge, soignant le « feu de saint

Antoine », le zona, ou le « mal des Ardents », une forme d'épilepsie provoquée par l'ergot de seigle, ainsi que la peste, la lèpre, la gale et les maladies vénériennes.

Puis à l'âge de 105 ans, sentant venir son terme, il s'en alla mourir sur les bords de la mer Rouge, en 356, au mont Qolzoum, où se trouve le monastère Saint-Antoine, après avoir demandé que l'on ne dévoile pas l'emplacement de sa sépulture. Ses reliques furent transférées à Constantinople avant d'aboutir en Dauphiné, au XI^e siècle. Premier moine chrétien et patron de l'ordre hospitalier des antonins, longtemps honoré en Occident avec sa robe à capuchon et son cochon, l'ermite tourmenté par la chair perdit néanmoins de sa popularité avec le développement du culte de saint Antoine de Padoue. Sans doute les saints ne sont pas en rivalité, ne se font pas concurrence, mais il arrive que leur image soit involontairement éclipsée par celle d'un nouveau venu.

Saint Antoine de Padoue

Né le 15 août 1195 à Lisbonne, fils aîné d'une famille noble descendant de Godefroy de Bouillon, premier roi de Jérusalem, le jeune Fernand est normalement destiné par ses parents à la magistrature. Cependant, il ne partage pas leur ambition. Il n'est pas ignorant des charmes de la vie mondaine et connaît comme Antoine le Grand les tentations affreuses de la luxure, mais, au seuil de l'adolescence, il se retient d'y succomber et repousse le démon par la prière, en traçant sur le marbre de l'église le signe de la croix.

À l'âge de 15 ans, il quitte la maison familiale pour entrer chez les chanoines réguliers de saint Augustin, à l'abbaye de Saint-Vincent de Fora, près de Lisbonne. Ces religieux lui donnent une formation intellectuelle de premier plan qui fera de lui le clerc le plus cultivé de son temps. Mais l'abbaye de Fora est trop proche de Lisbonne, ses parents et amis viennent le distraire, le tenter peut-être, et il décide de s'éloigner dans une autre abbaye augustiniennne, à Coimbra, où il est ordonné prêtre à 25 ans.

À Coimbra, il fait la connaissance de cinq missionnaires franciscains, dont il apprend peu après qu'ils ont été sauvagement massacrés au Maroc. Ces hommes venus d'Ombrie l'avaient étonné par leur simplicité, leur joie, bien différente de la routine austère de son abbaye, et lui avaient montré une autre façon de vivre sa foi. Il obtient de rompre avec les augus-

tinien pour rejoindre l'ordre de François d'Assise, adopte le nom d'Antoine en hommage à saint Antoine le Grand et, revêtu de la bure franciscaine, s'embarque pour le Maroc, prêt à verser à son tour son sang pour le Christ.

À Assise

Les Sarrasins l'épargnent, mais le paludisme le frappe dès qu'il met le pied sur le sol marocain. Au lieu de prêcher, il doit rester couché, terrassé par la fièvre, et son rêve de martyr héroïque tourne court. Sur le chemin du retour, des vents contraires déroutent son navire vers la Sicile. Antoine ne reverra jamais le Portugal du jeune Fernand. Il se rend à Assise en 1221 (on ne sait s'il y rencontra François, mais c'est possible, le « Poverello » ne mourut qu'en 1226) et atteint l'ermitage de Monte Paolo qu'on lui a assigné, près de Forlì, en Émilie. Dans la solitude, il retrouve enfin la santé et la paix intérieure que son périple avait ébranlé. Pas pour longtemps.

Un jour, en l'absence d'un frère souffrant, on le charge de prononcer le sermon à Forlì. Antoine ne peut s'y soustraire et prend la parole. Il la gardera pour toujours — ou, devrait-on dire plutôt, cette parole ne le lâchera plus. Antoine, par son intelligence et son tempérament hors du commun, se révèle un orateur extraordinaire. Sa réputation attire rapidement des foules. Des milliers de fidèles viennent en procession entendre ce petit homme à la voix

retentissante dénoncer la cupidité, l'indifférence et le péché qui règnent sur l'époque.

Par la compassion

Les franciscains n'hésitent pas à l'envoyer sur les routes d'Italie et de France, où sévit l'hérésie des cathares. Antoine leur rappelle le message de l'Évangile d'un ton fraternel et gagne par sa compassion plus d'âmes que d'autres par l'épée.

La mission est infinie : il n'est pas de plus âpre nostalgie en l'homme que celle de ce qu'il a perdu. Saint Antoine a tout l'avenir devant lui.

Partout, on signale ses prodiges. En Arles, un orage éclate pendant qu'il prêche; Antoine retient la foule que les trombes de pluie ne mouillent pas. À Rimini, où les autorités hérétiques ont interdit aux habitants d'aller vers lui, Antoine s'adresse aux poissons de la mer, comme saint François aux oiseaux, et les poissons arrivent en rangs serrés, la tête hors de l'eau, pour écouter ses mots d'exhortation et de louange. Ailleurs, il relève le défi d'un juif qui lui parie que sa mule préférera l'avoine à l'eucharistie; la mule est mise à jeûner pendant deux jours; au troisième, elle dédaigne l'avoine fraîche et s'agenouille devant l'hostie; le juif se convertit. À Padoue, Antoine ayant réprimandé un jeune homme qui avait donné un coup de pied à sa mère, celui-ci se tranche le pied; Antoine le rattache à la jambe du jeune homme. Un père doutant d'être le géniteur de son nouveau-né, Antoine fait parler l'enfant, qui témoigne de l'honnêteté de sa mère.

Comme Antoine le Grand, il a le don d'ubiquité: pendant un ser-

mon en l'église Saint-Pierre-du-Queyrois, il s'interrompt en entendant sonner matines, rabat son capuchon, apparaît aux moines de son couvent pour chanter avec eux, puis réparaît dans l'église et termine son sermon. Son propre père ayant été injustement condamné à Lisbonne pour un meurtre qu'il n'avait pas commis, Antoine fait sortir de sa tombe la victime, qui l'innocente; au même moment, on voit Antoine suivre l'office religieux à Padoue.

Le verbe dans la cité

Antoine, toutefois, ne veut pas éblouir seulement par des miracles, mais d'abord convaincre par la parole. Sa grande culture théologique et sa maîtrise des saintes Écritures lui permettent d'enseigner à Montpellier et à Toulouse, à Bologne et à Padoue, de rédiger des ouvrages qui lui vaudront le titre de docteur de l'Église. Elles sont aussi des armes redoutables. Cet homme de prière, à la santé fragile, n'est pas un tiède. La vérité conquise dans le silence doit se manifester par le verbe dans la cité.

Celui qu'on a surnommé « le Marteau des hérétiques » ne craint rien ni personne, défend les pauvres et les opprimés, raille vertement les usurers, affronte sans masque les puissants, attaque avec dureté jusqu'aux pires roitelets, tel Ezzelino, seigneur de Vérone et gendre de l'empereur Frédéric II, qu'il accuse de se comporter en tyran. Trente-deux ans après sa mort, lorsqu'on ouvrit son cercueil à l'occasion de la cérémonie de reconnaissance de son corps, en présence de saint Bonaventure, on constatera qu'une seule partie de sa dépouille est demeurée intacte, sa langue. Bien pendue, comme de son vivant.

Épuisé par ses travaux, par ses batailles et par la maladie, Antoine a tôt le pressentiment de sa fin. Il s'isole un temps, pour se purifier, dans une cabane aménagée entre les branches d'un noyer, à Campossampiero, près de Padoue. Le comte Tiso, propriétaire de ce dernier ermitage, l'aperçoit en extase, baigné dans une lueur surnaturelle, tenant l'Enfant Jésus dans ses bras. Le jour venu — le 13 juin 1231 —, après un malaise, Antoine, très affaibli, est conduit sur une charrette vers Padoue et s'éteint aux portes de la ville dans un monastère de clarisses, à l'âge de 36 ans. Beaucoup plus jeune que le patron centenaire qu'il s'était choisi.

Tous les habitants de Padoue participèrent aux funérailles de ce prédicateur émouvant, persuasif et intrépide. Pour honorer sa bonté et son courage connus de chacun, sans doute plus que pour les actes merveilleux cités plus haut, dont certains ne furent que tardivement rajoutés à sa légende. On dit que, le soir même où il fut mis en terre, des miracles commencèrent sur son tombeau et se multiplièrent les jours suivants. Les pèlerins accoururent de toutes parts, attirés par le phénomène, si nombreux que les autorités de l'Église — l'évêque de Padoue puis le pape Grégoire IX — durent se pencher sur le cas d'Antoine. Ses procès diocésain et apostolique, rondement menés, conclurent à sa canonisation en moins d'un an, et sa basilique fut mise en chantier.

Essor planétaire

Pendant deux siècles, le culte de saint Antoine resta confiné à la région de Padoue, comme si celui de saint François d'Assise, son contemporain et mentor, occupait tout l'espace disponible de la dévotion. Mais, dès le XV^e et le XVI^e siècle, le saint padouan prend un essor inouï, planétaire, sans que l'on puisse expliquer les raisons d'un tel engouement. Le Portugal en fait son saint national. Les marins, les naufragés et les prisonniers se placent sous sa protection. Sa statue est présente dans presque toutes les églises, il devient le saint favori des classes populaires, on le vénère au-delà des frontières de l'Église catholique, qui désignera l'aumône qu'elle distribue aux pauvres du nom de « pain de saint Antoine ». On peut commander sa statuette ou sa médaille sur Internet pour une poignée d'euros. Aucun saint, aucun apôtre ne jouit de nos jours d'une renommée égale à la sienne. Pourquoi?

Peut-être parce que, au XVII^e siècle, on se souvient d'une simple historiette: un novice, ayant débordé à Antoine son psautier, le lui rendit, terrorisé par une apparition menaçante. Bizarrement, à partir de cette anecdote assez banale, guère miraculeuse en soi, on se mit à invoquer saint Antoine de Padoue pour retrouver les objets perdus. Puis on élargit peu à peu le champ de son pouvoir au-delà des objets matériels, livres ou clés. On l'implora bientôt pour recouvrer la santé, l'amour. On le sollicite maintenant comme un intercesseur universel, capable d'exaucer n'importe quel vœu. La mission est infinie, en effet: il n'est pas de plus âpre nostalgie en l'homme que celle de ce qu'il a perdu. Saint Antoine a tout l'avenir devant lui.

Le Monde
Prochain article:
Sébastien, l'icône détournée



ILLUSTRATION TIFFET

CONFÉRENCE À L'ATTENTION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Une conférence sur la mycothérapie, sera donnée par le cancérologue français, le Docteur Bruno Donatini, auteur des livres « Les vertus curatives des champignons » et « L'intox », le 23 août 2004 au 3025 Bd de l'Assomption, Montréal, de 9 à 17 heures. Droit d'entrée 10,00 dollars. Pour réservation appelez, sans attendre, Martine, au 514-256-7441 (les places sont limitées).

SOLDE JUSQU'À 50%

SUR TOUTE LA MARCHANDISE

doice doice

DONNA

Pour Elle
277, av. Laurier O. 270-6154
Centre de Commerce Mondial 844-9125

doice doice

UOMO

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial 281-7999
5107, av. du Parc 277-7558

LE MONDE

Crise du Darfour

Khartoum approuve le plan d'action de l'ONU

New York — Le gouvernement soudanais a approuvé le plan d'action à 30 jours pour le Darfour conclu mercredi dernier entre Jan Pronk, le représentant spécial pour le Soudan du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et le ministre soudanais des Affaires étrangères Moustafa Ismaïl, a annoncé hier Fred Eckhard, porte-parole de M. Annan.

L'accord porte sur des mesures détaillées à prendre au cours des 30 prochains jours pour commencer à désarmer les milices arabes *djandjawiés*, qui terrorisent les populations noires du Darfour, et les autres groupes illégaux, améliorer la sécurité dans la province et faire face à la crise humanitaire, selon l'ONU.

Le désarmement des milices est une des exigences formulées par les Nations unies à l'égard du Soudan sous peine de sanctions. C'est aussi une condition posée par les mouvements rebelles du Darfour pour reprendre les négociations interrompues avec le gouvernement central.

Aux termes de l'accord, Khartoum doit notamment :

- désigner des zones au Darfour qui puissent être sécurisées et en assurer le libre accès;
- mettre fin immédiatement à l'activité de l'armée soudanaise dans ces zones;
- exiger que les groupes rebelles participant aux négociations de paix cessent immédiatement leurs activités militaires dans ces zones et déposent les armes;
- faire de même vis-à-vis des milices sur lesquelles il a une influence, c'est-à-dire les *djandjawiés*, qui devront également déposer les armes.

Une avocate pakistanaise chargée par les Nations unies d'enquêter sur la catastrophe humanitaire qui prévaut dans le Darfour a estimé hier que la responsabilité du gouvernement soudanais ne faisait aucun doute.

M^e Asma Jahangir s'est rendue en juin dans cette province de l'ouest du Soudan où, écrit-elle dans son rapport, il existe des preuves accablantes de l'exécution d'un grand nombre de civils par les forces gouvernementales et leurs alliés des milices arabes *djandjawiés*.

« Il est hors de doute que le gouvernement soudanais est responsable des exécutions sommaires et extrajudiciaires d'un grand nombre de personnes perpétrées ces derniers mois dans la région du Darfour », lit-on dans ce document adressé à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU siégeant actuellement à Genève.

« Je dois conclure qu'il existe des preuves écrasantes montrant que des meurtres extrajudiciaires de civils au Darfour ont été commis, avec certaines exceptions, de manière coordonnée par les forces armées du gouvernement et des milices soutenues par ce gouvernement. »

L'avocate, qui a enquêté de manière indépendante avec le concours d'experts, porte le titre de « rapporteur spécial » auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (CDH).

Plus d'un million de personnes ont été déplacées par les combats et les exactions au Darfour, théâtre, selon l'ONU, de la plus grave catastrophe humanitaire du moment dans le monde.

De précédentes estimations émanant de l'ONU donnaient le chiffre d'environ 30 000 morts.

Il y a une semaine, le Conseil de sécurité des Nations unies avait donné un mois au gouvernement de Khartoum pour rétablir la sécurité au Darfour et désarmer les miliciens *djandjawiés* accusés de terroriser les populations négro-africaines de la région — faute de quoi des sanctions seraient prises contre le Soudan.

L'Union africaine propose, pour sa part, d'envoyer une force de 2000 militaires chargée d'assurer la protection de ses observateurs déployés au Darfour mais jusqu'ici, l'organisation panafricaine dont le siège est à Addis-Abeba n'a déposé aucune demande officielle en ce sens auprès de Khartoum.

Dans une interview publié hier par le quotidien arabo-egyptien de Londres *Asharq al-Awsat*, le ministre soudanais de l'Intérieur, Abdel Rahim Mohamed Hussein, prévient que son gouvernement se réserve le droit de rejeter tout projet d'envoi de forces étrangères.

Agence France-Presse et Reuters

Bande de Gaza

Les Palestiniens bloqués à Rafah peuvent enfin rentrer au bercail

ADEL ZAANOUN

Rafah (bande de Gaza) — Israël a rouvert hier le terminal de Rafah, mettant fin au cauchemar de quelque 3000 Palestiniens qui étaient bloqués dans des conditions particulièrement pénibles à la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte.

Des premiers groupes de voyageurs, les traits creusés par la fatigue, ont franchi en bus le terminal de Rafah venant de l'Égypte.

Ce terminal devrait fonctionner de nouveau régulièrement « sept jours sur sept », ont indiqué les autorités israéliennes qui contrôlent ce passage fermé depuis le 18 juillet, « après des alertes sur des attentats ». L'armée aurait craint qu'un tunnel de sape n'ait été creusé près du terminal afin de le faire sauter. Plus de 3000 Palestiniens attendaient, dans des conditions éprouvantes, de franchir ce terminal pour regagner la bande de Gaza.

L'administration israélienne avait proposé aux voyageurs d'entrer en Israël par le passage de Nitsan, au sud-est de Rafah, puis de rejoindre la bande de Gaza après ce détour. Mais cette solution, ne permettant que l'entrée d'un nombre réduit de voyageurs, avait été rejetée par les Palestiniens.

L'Autorité palestinienne, des gouvernements étrangers, comme la France, et des organisations de défense des droits de l'homme s'étaient élevés contre la fermeture du terminal, arguant des très mauvaises conditions sanitaires dans lesquelles se trouvaient les Palestiniens bloqués au terminal. Trois Palestiniennes y ont fait des fausses couches, selon un responsable égyptien.

La ville de Rafah est située à cheval sur la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza. Les accords sur l'autonomie palestinienne, signés en 1993, accordent aux autorités israéliennes le contrôle du poste-frontière de Rafah du côté palestinien.



MOHAMMED SALEM REUTERS

Attente au terminal de Rafah.

Par ailleurs, dans deux incidents séparés, deux activistes palestiniens ont été tués par l'armée israélienne alors qu'ils s'approchaient de colonies juives dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Leur décès porte à 4221 le nombre de morts depuis le début de l'intifada en 2000, soit 3224 Palestiniens et 926 Israéliens.

La décision du ministre israélien de la Défense, Shaoul Mofaz, d'autoriser « en principe » des policiers palestiniens à porter de nouvelles armes en Cisjordanie afin de « faire face à la situation d'anarchie » a provoqué une

vague de protestations dans les rangs de son parti, le Likoud (droite). Mais M. Mofaz a assuré hier que ces policiers ne seraient armés « que de pistolets et de matraques » et souligné que ceux autorisés à porter une arme devraient avoir obtenu l'autorisation du Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien.

Le premier ministre palestinien, Ahmad Qorei, a décidé que des policiers palestiniens en uniforme patrouilleraient dans les villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza pour tenter d'y ramener le calme. Or Israël a

interdit aux policiers palestiniens de porter des armes depuis le printemps 2002.

La Cisjordanie et la bande de Gaza ont été récemment le théâtre de graves désordres, dont des rapt et des attaques contre des bâtiments gouvernementaux.

Par ailleurs, l'armée israélienne a arrêté dans la région de Bethléem, en Cisjordanie, huit activistes palestiniens, selon des sources sécuritaires palestiniennes.

Agence France-Presse

Sérvices à la prison d'Abou Ghraïb: la thèse officielle est mise à mal au procès de Lynndie England

PASCAL RICHÉ

Washington — Petite, charnue, cheveux courts, teint pâle, air renfrogné: sept mois de grossesse et de mise aux arrêts ont changé Lynndie England. La jeune femme de 21 ans n'a plus cet air de collègienne irresponsable et sadique qu'on a découverte sur quelques clichés désormais célèbres pris dans la prison irakienne d'Abou Ghraïb: Lynndie tenant un irakien en laisse; Lynndie souriant comme si c'était Noël devant une pile de corps nus; Lynndie cigarette au bec, montrant du doigt le sexe d'un autre détenu.

Elle affiche aujourd'hui un air buté, dénué de toute émotion. Cette semaine, elle comparait devant une chambre d'accusation composée de juges militaires à Fort Bragg en Caroline du Nord. Ceux-ci doivent déterminer s'il y a lieu de la traduire en cour martiale. Si c'est le cas, elle risque jusqu'à 38 ans de prison.

Pour sa défense, les avocats d'England clament que la jeune soldate agissait sous ordres, et suggèrent que les renseignements militaires encourageaient les sérvices. Son avocat, Rick Hernandez, tente de mouiller sa hiérarchie, jusqu'à de hauts niveaux: il a demandé hier à ce que soient appelés à la barre, comme témoins, les généraux Janis Karpinski (alors chargée de la prison) et Ricardo Sanchez (qui commandait les forces américaines en Irak).

Plusieurs témoins, des soldats qui ont côtoyé England à Abou Ghraïb ou des membres du renseignement militaire, ont été entendus cette semaine. Certains ont dressé le portrait d'une jeune femme sous l'influence de son petit ami, Charles Graner, ce caporal qui semble avoir joué, dans les séances de torture à Abou Ghraïb, le rôle de chef d'orchestre. Assistante administrative de la police militaire, elle disparaissait la nuit de ses quartiers pour rejoindre son amant. Graner, un homme divorcé et père de deux enfants, était chargé de la surveillance des prisonniers. Il est le père de l'enfant que porte Lynndie.

Responsable de l'enquête sur les sérvices, Paul Arthur a raconté que lorsqu'il a interrogé England, trois mois avant que les photos ne deviennent publiques, celle-ci s'était justifiée en déclarant « qu'on s'amusait juste, pendant la garde de nuit ». Mais certains témoins ont également mis en cause le rôle des sérvices de renseignement militaires, qui étaient chargés des interrogatoires à Abou Ghraïb. Le capitaine Brent Fitch a ainsi affirmé avoir vu une photographie montrant trois agents des renseignements militaires en train de pratiquer des sérvices sur un détenu.

Un spécialiste du renseignement, Israël Rivera, a reconnu qu'il avait assisté à une séance au cours de laquelle des prisonniers étaient contraints par leurs gardes de ramper nus. Le dégoût qu'il affirme avoir

ressenti ne l'a pas pour autant poussé à signaler ces sérvices. Son témoignage dément en tout cas la thèse officielle, selon laquelle ceux-ci n'auraient été le fait que d'une demi-douzaine de gardes dégénérés, une poignée de brebis galeuses.

Appelée à témoigner par téléphone, Carolyn Wood, 34 ans, la capitaine qui était responsable du renseignement militaire à Abou Ghraïb, n'avait pas parlé en public depuis que le scandale a éclaté. Elle a réfuté les accusations d'England, affirmant que les abus sexuels étaient réprouvés par ses sérvices. Elle a cité l'exemple de deux de ses hommes, qui avaient été mutés pour avoir forcé un prisonnier à se mettre en slip. Elle a reconnu en revanche que le général qui commandait alors la base navale de Guantanamo, à Cuba, Geoffrey Miller, avait encouragé les renseignements militaires à travailler étroitement avec les gardes de la police militaire pour obtenir des informations des détenus.

Le témoignage de Wood est en contradiction avec le rapport du CICR (Comité International de la Croix rouge), qui accuse les renseignements militaires d'avoir eu recours systématiquement à Abou Ghraïb à des pressions physiques et psychologiques, en violation des Conventions de Genève protégeant les prisonniers.

Libération

• CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

RadioNord

Journalistes et journalistes-vidéastes

Radio Nord Communications lance un appel de candidatures pour combler des postes de journalistes (télévision et radio) et de journalistes-vidéastes en Abitibi-Témiscamingue.

Nature du travail

- Recueillir des éléments d'information;
- Rédiger des textes relatant l'information recueillie;
- Produire des reportages;
- Procéder au classement et la lecture des bulletins de nouvelles;
- Participer aux émissions d'affaires publiques ou les animer;
- Effectuer toute autre tâche connexe.

Compétences exigées

- Diplôme d'études universitaires de premier cycle dans une discipline appropriée. L'expérience pertinente sera prise en considération;
- Excellente maîtrise de la langue française écrite et parlée;
- Facilité d'expression orale et de communication;
- Connaissance des principes et techniques du journalisme et/ou trois(3) années d'expérience pertinente;
- Permis de conduire d'un véhicule automobile;
- Maîtrise de la langue anglaise est un atout.

Lieux de travail

Rouyn-Noranda — Val-d'Or — La Sarre — Amos
La rémunération est établie selon l'échelle des salaires de la convention collective en cours.

Fin de l'appel de candidatures

Les candidatures doivent parvenir avant 17 heures le 11 août 2004 à l'attention de :

Claude Viens, Directeur des Ressources Humaines
Concours no 4250
Radio Nord Communications, Division Abitibi-Témiscamingue
380, avenue Murdoch, Rouyn-Noranda (QC) J9X 1G5
Courriel : cviens@radionord.com

Société Saint-Jean-Baptiste
MAURICIE

DIRECTRICE OU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Établie en Mauricie depuis 70 ans, la Société Saint-Jean-Baptiste est un organisme sans but lucratif qui œuvre à l'avancement des intérêts des Québécois et des Québécoises. Elle joue un rôle actif dans les domaines culturel, éducatif, politique et social. Elle gère un service d'assurance-vie de 17 000 membres et a créé une fondation vouée à l'éducation.

SOMMAIRE DES RESPONSABILITÉS

- Sous l'autorité du conseil d'administration, le ou la titulaire travaille à l'atteinte des objectifs de la SSJB : la souveraineté du Québec, la promotion de la langue française et du patrimoine national. La personne :
- assume la responsabilité de la gestion courante des ressources humaines, financières et matérielles, elle en contrôle les résultats.
 - gère les opérations et les négociations en regard des activités financières de la SSJB et en assure le développement.
 - s'assure du leadership régional de la SSJB en ce qui concerne ses objectifs.
 - informe et conseille le conseil d'administration.
 - rédige des textes, documents, articles.
 - prend une part active à la vie régionale.

PROFIL

Diplôme universitaire de deuxième cycle en administration ou en sciences humaines. Trois années d'expérience en gestion dans un poste de niveau similaire sont également obligatoires. Tout autre combinaison de formation et d'expériences permettant de répondre aux exigences du poste sera étudiée.

Communication orale et écrite dans un excellent français. Jugement rapide et sûr. Capacité d'analyse des enjeux politiques et sociaux du Québec. Leadership dynamique stratégique et visionnaire. Habileté à motiver les personnes. Grande disponibilité.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Contrat d'un (1) an, renouvelable
Salaire et des avantages sociaux concurrentiels fixés selon la compétence et l'expérience. Les personnes intéressées à relever ce défi font parvenir leur curriculum vitae et l'attestation de leur formation par la poste au plus tard le 20 août avant 16 h à l'adresse suivante:

Concours 04-08
SSJB de la Mauricie
Case postale 1059
3239 Papineau, Trois-Rivières, G9A 5K7

Seules les personnes convoquées en entrevue seront contactées.

Université du Québec
TÉLUQ
L'Université à distance

La Télé-université, établissement d'enseignement universitaire à distance, sollicite des candidatures pour SEPT POSTES :

Professeure régulière ou professeur régulier :

- en comptabilité
- en économie et finance
- en éducation des adultes
- en linguistique
- en relations de travail
- en sciences sociales

Professeure substitut ou professeur substitut :

- en management et marketing

Pour plus d'information : www.telugu.quebec.ca/posteprof

FIN DES CONCOURS : 31 AOÛT 2004

Carrières & Professions

RENSEIGNEMENTS :
Christiane LEGAULT :
514.985.3316
clegault@ledevoir.com

LE MONDE

Procès Milosevic

Un scoop du Figaro choque le TPI

Paris — Le quotidien français *Le Figaro* a réalisé un scoop, publié hier, en faisant parler dans sa cellule à La Haye l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic et provoqué une vive réaction du Tribunal pénal international. M. Milosevic a estimé que les juges du TPI agissaient sur ordre de capitales occidentales dans des propos recueillis par un journaliste du *Figaro*, Renaud Girard, qui s'est vu immédiatement accusé d'avoir enfreint les règles du TPI en la matière.

M. Girard est le premier représentant de la presse à rendre visite à M. Milosevic depuis son incarcération dans le centre de détention de La Haye en juin 2001.

L'ancien homme fort de Belgrade a accusé devant le journaliste les juges du TPI d'avoir «*reçu des instructions de la part des gouvernements occidentaux qui ont juré [sa] perte*». «*Ce procès a été ourdi par les puissances de l'OTAN*», ajoute-t-il.

Le porte-parole du TPI, Christian Chartier, a vivement critiqué la publication par *Le Figaro* d'un article relatant cette rencontre exclusive et rapportant les propos de l'ancien président yougoslave, qui est jugé à La Haye pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. «*Renaud Girard n'a pas été admis à l'unité de détention en tant que journaliste. Il a été admis dans une capacité telle qu'aucun article de presse ne devait en résulter*», a déclaré M. Chartier. Il est regrettable qu'une telle publication donne l'impression aux autres médias que nous accordons des privilèges à certains, ce qui n'est pas le cas.

M. Girard a considéré qu'il avait le droit de faire état de cette visite dans la mesure où il ne s'était pas engagé au silence auprès du TPI. «*Je n'ai pas enfreint les règles du TPI dans la mesure où je ne suis pas passé par le TPI pour rencontrer Milosevic*», a-t-il déclaré à l'AFP.

Pour M. Girard et la direction du *Figaro*, «*aucun engagement auprès du TPI n'a été pris dans la mesure où aucun de ses représentants n'est intervenu*» pour permettre ou faciliter cette visite à M. Milosevic. «*Je suis venu avec un des conseillers de Milosevic et j'ai signé un papier que tout visiteur signe m'interdisant de décrire les lieux de détention et l'état de santé de Milosevic*», a ajouté le journaliste auteur de ce scoop. M. Girard souligne qu'il a publié de son dialogue avec M. Milosevic «*des phrases générales qui n'entrent pas dans la matière du procès*». Il a ajouté qu'il était disposé à être entendu comme témoin s'il est appelé à le faire par la cour.

Slobodan Milosevic doit répondre de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre pour les conflits en Croatie, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Pour ce dernier, il est également accusé de génocide.

Agence France-Presse

Campagne électorale aux États-Unis

Kerry veut rendre les Américains moins dépendants du pétrole

CATHERINE HOURS

Kansas City — Le candidat démocrate à la présidentielle américaine John Kerry veut réduire la dépendance pétrolière du pays, premier consommateur mondial, en diversifiant les sources d'énergie et en en développant de nouvelles.

Alors que les prix du pétrole poursuivent leur envolée, le sénateur a affiché hier ses ambitions, promettant que d'ici 2020, 20 % de la consommation des véhicules américains viendra de ressources alternatives produites aux États-Unis.

«*Nous importons 61 % du pétrole que nous consommons, et Dieu nous a seulement donné 3 % des réserves mondiales de pétrole*», a-t-il constaté, depuis une ferme proche de Kansas City au Missouri, choisie pour montrer l'importance d'énergies alternatives comme celle issue de la biomasse (résidus agricoles).

John Kerry promet de créer un «*Fonds à la sécurité et à la conservation énergétique*», doté de 20 milliards de dollars provenant des royalties des exploitations fédérales de pétrole au large des côtes américaines.

Ce Fonds inciterait au développement d'énergies nouvelles mais aussi de technologies moins consommatrices (notamment dans le secteur automobile), via des incitations fiscales, des partenariats avec les secteurs industriel et agricole.

Le candidat se garde bien, en revanche, de demander aux consommateurs eux-mêmes de faire des économies d'énergie: «*Nous pensons que tous les Américains devraient conduire les voitures, SUV [à mi-chemin entre le 4X4 et le monospace], minivans et camionnettes*



MIKE SEGAR REUTERS

Le candidat démocrate faisait campagne hier chez les fermiers du Missouri.

de leur choix, mais que tous ces véhicules devraient être plus efficaces.»

John Kerry appelle à diversifier les sources d'énergie: gaz naturel (développer l'exploitation dans le golfe du Mexique), charbon («*une part de la solution énergétique du XXI^e siècle*»), pétrole venant de l'extérieur de l'OPEP, éthanol, biodiesel.

Le programme évoque aussi l'énergie nucléaire, tout en soulignant les défis que représentent le recyclage des déchets et la sécurité des centrales. Cette source, qui fournit 20 % des besoins en électricité des Américains, «*peut jouer un rôle essentiel en fournissant une énergie abordable tout en réduisant les risques liés au changement cli-*

matique», estime le plan Kerry.

Face à la flambée des prix elle-même, le candidat compte sur la diplomatie pour rétablir les relations avec l'étranger et réduire les tensions au Proche-Orient.

Il promet aussi de rationaliser les règles américaines en matière de normes et réglementations, différentes d'une région à l'autre, ce qui complique les conditions de production pour les raffineries.

De fait, avec une consommation nationale d'essence accrue de 5 % encore en un an, les États-Unis ont du mal à répondre à la demande en raison de leurs sous-capacités de raffinage. John Kerry cependant ne propose pas la construction de nouvelles installations (la dernière a été bâtie en 1976).

En matière de prix, il propose aussi de gérer les réserves stratégiques différemment par rapport à George W. Bush, qui lui a choisi de les remplir à leur maximum. L'équipe Kerry indique qu'elle n'a pas non plus l'intention de puiser dans les réserves, mais qu'elle arêtera de les remplir.

Pour la campagne Kerry, «*les prix du pétrole ont atteint des records de hauteur cette semaine, et l'administration Bush n'a rien fait pour y faire face et pour mettre un terme à notre dépendance à l'égard du pétrole étranger*».

Le candidat démocrate évoque un enjeu à la fois économique, politique et écologique.

«*L'Amérique sera plus sûre et plus libre, quand les ressources alimentaires de notre économie seront dans nos mains et quand nous aurons développé de nouvelles sources d'énergie dans notre pays, dit-il. Aucun jeune en uniforme ne doit être pris en otage par notre dépendance à l'égard du pétrole du Moyen-Orient*».

Agence France-Presse

Bush justifie l'alerte renforcée contre le terrorisme

Washington — Le président américain George W. Bush a défendu hier le récent renforcement du niveau d'alerte contre le terrorisme, affirmant que cette décision n'était pas liée à l'élection présidentielle et qu'il avait «*l'obligation*» d'alerter les Américains.

«*Les menaces auxquelles nous faisons face sont réelles et, de ce fait, nous devons faire tout notre possible pour découvrir la vérité*», a déclaré

M. Bush au cours d'un discours devant des journalistes issus des minorités américaines.

Le relèvement dimanche de l'alerte terroriste autour de places financières à Washington, New York et Newark au New Jersey a été critiqué, notamment par des démocrates, soupçonnant des visées électorales à l'approche du scrutin du 2 novembre.

«*Quand nous découvrons des*

renseignements qui menacent des personnes, je pense que nous avons une obligation de les partager avec l'opinion publique», a ajouté M. Bush. «*Imaginer ce qui arriverait si nous n'avions pas donné ces informations aux personnes [travaillant] dans ces bâtiments et que quelque chose survienne. Qu'écririez-vous alors? Que diriez-vous?», a-t-il ajouté, s'adressant aux journalistes.*

L'administration républicaine a reconnu en début de semaine que la plupart des informations ayant conduit à relever le niveau d'alerte provenaient de renseignements interceptés au moins il y a trois ans, actualisés en janvier. Ces derniers éléments ont «*enrichi*» les précédents renseignements, a assuré M. Bush.

Agence France-Presse

Profanation de tombes musulmanes en Alsace

Strasbourg — Quinze stèles de tombes musulmanes du cimetière militaire du quartier Cronembourg à Strasbourg, en France, ont été souillées dans la nuit de hier par des graffitis représentant des croix gammées et le signe SS, a-t-on appris auprès de la préfecture du Bas-Rhin.

Le préfet de la région, Michel Thenault, qui s'est rendu sur les lieux à la mi-journée, a fait part de sa «*consternation*» devant cet acte «*abject et méprisable*». Il a assuré aux membres présents du Conseil régional du culte musulman (CRCM) d'Alsace du soutien de l'Etat.

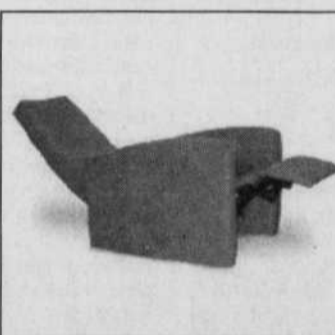
Dans un communiqué, le ministre de l'Intérieur, Dominique de Villepin, a condamné «*avec la plus grande fermeté*» ces profanations et exprimé «*sa solidarité à l'égard de la communauté musulmane et des associations d'anciens combattants touchées par ce nouvel acte de vandalisme*». M. De Villepin assure que «*tous les moyens sont mobilisés pour identifier et poursuivre les auteurs de cet acte d'une particulière gravité*».

La multiplication, ces derniers mois, d'actes de profanation de cimetières juifs, musulmans et parfois catholiques est vivement critiquée par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), qui estime que «*l'impunité engendre la récidive*». Pour elle, «*c'est dans l'indifférence générale et l'incapacité des pouvoirs publics de retrouver les coupables que ces lieux de mémoire, insupportables aux racistes et xénophobes, sont profanés. La répétition de ces actes innombrables sahit notre pays, insulte musulmans et juifs, déstabilise la République*».

Le président du conseil régional d'Alsace, Adrien Zeller (UMP), a proposé hier que les personnes fournissant des informations sur les auteurs de ces actes puissent être rémunérées, envisageant même que la région bloque un crédit à cette fin. M. Zeller a évoqué la somme de «*15 000 euros*», expliquant qu'il ferait cette proposition à la rentrée si les auteurs des profanations ne sont toujours pas retrouvés ou si de nouvelles profanations devaient avoir lieu.

La loi Perben, votée en mars dernier, «*prévoit la possibilité pour la justice et la police de rémunérer des personnes qui permettent de démasquer des auteurs de délits*», a rappelé M. Zeller à l'Associated Press. «*Cette loi n'est pas encore appliquée*», a-t-il souligné mais «*elle fait partie de l'arsenal juridique de notre pays*».

Associated Press



SOLDE
20^e ANNIVERSAIRE
50% DE RABAIS
marchandise en inventaire



ACTUEL 5
DEPUIS 20 ANS
Sur rendez-vous
(514) 335-0705
12435, Joseph-Edouard-Sanson, Montréal

Vous allez voir.

ACTUALITÉS

AMÉLIE

SUITE DE LA PAGE 1

char jusqu'au gymnase pour aller faire de l'exercice. Un jour, je n'ai pas de doute là-dessus, vous m'expliquerez l'humain.

Bref, il ne fallait pas arriver en retard si on voulait voir Karolina Sprem faire exploser un set. Pas contre n'importe qui, non chers amateurs de sport. Contre Amélie Mauresmo, troisième joueuse au monde, championne en titre à Montréal, belle tête de tennis et jeu à l'avenant, et, cela ne fait guère l'ombre du reflet d'un doute, favorite des supporters locaux. Exploder, comme dans haute intensité, comme dans frapper chaque coup comme le dernier (c'est du Corneille, pas Rodrigue astu du cœur, l'autre), comme dans briser le service de la grande Amélie dès le premier jeu puis au neuvième pour gagner 6-3, comme dans passer régulièrement des services à 184, 185, 186, 187, 188 et jusqu'à 190 km/h.

«Au premier set, elle a incroyablement bien joué», commentait d'ailleurs Mauresmo à propos de la Croate de 19 ans (19^e au classement mondial et révélation des derniers mois sur le circuit féminin) à l'issue du match, en des moments plus heureux. Et on aurait effectivement été tenté de parier, après la manche initiale, sur les chances de Sprem. On aurait parié si ce n'avait été illicite même si le Casino de Montréal fait partie des commanditaires de ces Internationaux de tennis du Canada — bizarrerie de la même moulture que l'interdiction de fumer dans l'ancien stade du Maurier et les appels répétés de l'annonceur maison aux spectateurs à fermer leurs fous cellulaires alors que nous vivons au rythme de la coupe Rogers, oui, vraiment, un jour, il va falloir que vous m'expliquiez l'humain.

On aurait parié parce qu'il est dans notre nature de nous laisser transporter par le rythme et de suivre la direction du vent, mais dans le sport en général et le tennis en particulier, n'est-ce pas, il ne faut jamais s'enlever. Ce n'est pas fini tant que l'annonceur maison n'a pas dit O.K., allez-y, rallumez vos cellulaires et ayez ces conversations importantes qui ne peuvent pas attendre, ça vous fera d'ailleurs marcher un peu, tous les gens qui parlent dans un cellulaire alors qu'ils sont debout font les cent pas comme s'ils attendaient que les toilettes se libèrent, on ne sait pas pourquoi.

Et de fait, c'était loin d'être terminé. Il fallait encore compter sur deux éléments. 1. Quand on frappe aussi solidement tant du côté droit que du revers que Sprem, dit Mauresmo, quand on «temporise pas ou peu», on prend des risques, on ne peut pas toutes les placer, on commet des erreurs non provoquées. 2. Mauresmo est une vieille (25 ans, mais bon, tout est relatif comme disait qu'on déjà?) rusée capable de tout retourner comme un mur et de servir elle-même des petits pois numéro un Canada de fantaisie lorsque les circonstances le commandent.

Or donc. Deuxième set, les services de Karolina Sprem ont commencé à ralentir. Dans les 170 km/h, les 160, les 150. Mauresmo en a profité. Deux bris et elle menait 3-0, un troisième et elle s'emparait de la manche 6-2.

Puis vint la belle. Cognant toujours avec énergie, Sprem se retrouva à 2-2 et fut chanceuse de gagner le jeu suivant, où elle se rendit coupable de deux doubles fautes. Mais à 3-3, l'eau prit le pas sur le gaz. Deux autres doubles fautes, bris encaissé à zéro, et il ne restait à Mauresmo qu'à compléter l'ouvrage. Résultat: 3-6, 6-2 et 6-4, un affrontement et un ticket pour la demi-finale pour la Française, qui affrontera aujourd'hui la Russe Vera Zvonareva, tombeuse en après-midi de la jeune prodige russo-française de 16 ans Tatiana Golovin.

Ce sera la quatrième fois que les deux en viendront aux prises — même s'il est temps de se demander si on ne devrait pas plutôt innover avec l'expression «en venir aux balles» —, Mauresmo ayant gagné toutes leurs rencontres précédentes. Mauresmo, qui a remporté ses trois premiers matchs de cette coupe Rogers en trois sets mais qui déclarait avoir «beaucoup mieux joué» hier que mardi et jeudi, pourrait du reste être la seule non-Russe à figurer au carré d'as, puisqu'en plus de Zvonareva (10^e tête de série), Elena Likhovtseva (39^e au classement WTA) s'est qualifiée hier en battant Jennifer Capriati, et Anastasia Myskina (troisième tête de série) jouait en soirée.

Pour sa part, Sprem a dit qu'elle était un peu nerveuse en début de rencontre et qu'au bout du compte, elle n'était pas si heureuse que ça de son match. Quelqu'un lui a fait observer qu'elle atteignait souvent les derniers tours de tournois récemment, sans paraître capable d'assener le coup de grâce. Il lui a demandé si toute cette intensité déployée n'était pas une cause de fatigue, cause elle-même d'échec aux moments cruciaux. «Non, a-t-elle répondu. Plus on avance dans la semaine, plus c'est difficile, parce que les joueuses qui restent sont meilleures...» C.Q.F.D.

Par ailleurs, pour une allusion fine au fabuleux destin d'Amélie, désolé, vous devrez aller voir ailleurs.

Karolina Sprem partie, une dernière note qui n'a rien à voir concernant le tennis croate. Cette année, à Wimbledon, Tim Henman a été défait par le Croate Mario Ancic, 19 ans. En 2001, Henman avait succombé devant le Croate Goran Ivanisevic. Trois autres joueurs croates ont atteint le top 50 mondial ces quelques dernières années, à savoir Niki Pilić, Zeljko Franulovic et Marco Ostojia.

Or, qu'on en commun les cinq? Ils viennent tous de la ville de Split. Mieux: ils viennent tous de la même rue. La rue Firule, à l'extrémité de laquelle se trouve un club de tennis qui, faut-il croire, forme des champions à un rythme à peine moins soutenu que Star Académie.

Un voisin, Veso Matijas, a toutefois déclaré que le succès des résidents de la rue Firule tenait plutôt à «l'atmosphère méditerranéenne spéciale» qui règne sur les lieux.

Ce que la vie nous réserve comme occasions d'émerveillement, des fois.

Le Devoir

LE DEVOIR

Le Devoir peut, à l'occasion, recevoir la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ÉNERGIE

SUITE DE LA PAGE 1

hiver comme été, et souvent encore plus en hiver qu'en été en raison d'un taux d'humidité moindre dans l'air, quelque 1000 watts par mètre carré. C'est l'équivalent d'un calorifère électrique pour chaque mètre carré de sol!

Or, ajoute Christian Ouellet, la plupart des Québécois ignorent que Montréal bénéficie de 2000 heures de soleil par année, soit l'équivalent de Miami. Chicoutimi en a davantage et la Côte-Nord, encore plus! En comparaison, Saint John, à Terre-Neuve, Rome et Londres comptent 1500 heures d'ensoleillement par année et Vancouver... 800!

Les systèmes qui utilisent l'énergie solaire se divisent en deux groupes: passifs ou actifs, comme celui de Canadair qui préchauffe derrière son mur de tôle ondulée et ajourée les un million de mètres cubes à l'heure requis pour la ventilation des opérations industrielles de son énorme bâtiment. En hiver, le mur solaire peut utiliser de l'air extérieur à -25 °C et la préchauffer à 5 °C. Gratuitement! Ce système a coûté 285 000 \$ de plus qu'un système conventionnel, soit environ 25 % de plus. Mais il s'est payé en 1,7 année grâce à des économies d'énergie annuelles d'environ 100 000 \$. Les systèmes dits actifs comprennent aussi le photovoltaïque (PV), qui permet de transformer l'énergie de la lumière en électricité par des panneaux. Il englobe aussi les nombreux systèmes qui captent l'énergie solaire pour préchauffer l'eau des maisons et les systèmes de capteurs qui emmagasinent la chaleur solaire dans les dalles de ciment, au sous-sol ou dans des foyers de masse, pour la libérer ensuite lentement dans la maison.

«Mais le plus simple de tous les systèmes», explique Christian Ouellet, qui s'est présenté aux élections fédérales dans Missisquoi pour donner une voie à l'énergie durable au Parlement, c'est encore le solaire passif. Et, dit-il, compte tenu des modestes investissements requis, c'est encore la plus accessible des solutions.

On capte «passivement» l'énergie du soleil pour chauffer une maison en hiver au moyen de fenêtres doubles, préférentiellement triples, avec une membrane qui laisse entrer les rayons UV mais réduit par réflexion la perte de chaleur. Moyennant certaines conditions, on peut ainsi aller chercher jusqu'à 15 % du chauffage hivernal par ce moyen peu dispendieux parce que, une fois amorti, il fonctionnera gratuitement pendant des décennies. Mais, explique Christian Ouellet, il faut une bonne orientation de la maison — idéalement 15 degrés sud-est parce que en hiver le soleil du matin est plus généreux que celui de l'après-midi — et pas d'obstacles, surtout pas des sapins opaques... Des arbres à feuilles, qui se dégarnissent en hiver, ne vont pas trop réduire le gain d'énergie en cette saison et vont permettre d'autres économies d'énergie par leur ombrage frais en été. Comme le soleil est plus haut à l'horizon en été, ses rayons vont être réfléchis plutôt qu'absorbés par de bonnes fenêtres. Le système sera encore plus efficace si un balcon ou un auvent place les fenêtres définitivement à l'abri des rayons du soleil.

Au Québec, explique l'architecte à la retraite, même si on sait depuis près de 30 ans que le solaire passif permettrait des économies massives de chauffage, la principale dépense d'énergie des familles, le gouvernement ne s'est pas encore décidé à obliger les municipalités à aligner les rues de façon à obtenir un ensoleillement optimal des nouvelles résidences, lesquelles pourraient ainsi bénéficier de cette manne durant 100 à 150 ans. Au Québec, le gouvernement profite des ventes massives d'électricité, un «conflit d'intérêts» qui empêche une claire affirmation de l'intérêt public dans le sens du

développement durable, dit-il.

Les stratégies d'utilisation de l'énergie solaire, explique Christian Ouellet, ont beaucoup évolué depuis qu'il est parti en 1978 avec 10 de ses étudiants pour aller étudier dans 17 pays européens les techniques solaires déjà utilisées là-bas. Ce voyage a été le point de départ de plusieurs vocations en architecture solaire au Québec. S'il a construit ici et là des dizaines de maisons intégrant ces techniques, des projets immobiliers majeurs ont failli voir le jour, comme à Saint-Jean-sur-le-Richelieu, où des entrepreneurs voulaient construire près de 500 maisons solaires. Mais un marché stagnant et l'indifférence du public pour une facture d'énergie moindre — «les gens achètent une maison s'il y a de beaux planchers, une belle cuisine et une grande salle de bains, une riche façade et deux beaux garages!» — a incité l'architecte à délaisser le résidentiel au profit d'édifices plus grands où les propriétaires et leurs consultants calculent méticuleusement la facture d'énergie. Ce qui explique, par exemple, le succès des murs solaires au Québec.

Aujourd'hui, on ne s'en tient plus au solaire, qu'on intègre à une stratégie plus large que Christian Ouellet appelle la bioclimatique, à l'origine des nouveaux «bâtiments verts». Ces derniers vont utiliser des matériaux recyclés, capables d'absorber par leur poids des quantités d'énergie solaire plus grandes dans leurs murs et planchers, lesquels libéreront la nuit l'énergie emmagasinée durant le jour. Cela inclura aussi des moyens de réduire la dépense globale d'énergie par des toits verts ou réfléchissants, déjà de plus en plus nombreux à Montréal. Un bâtiment vert se rafraîchira en été avec l'air frais du côté nord et une cheminée vitrée sur le toit créera un mouvement ascendant qui aspirera dehors l'air intérieur vicié et trop chaud. Et l'éclairage d'un bâtiment vert sera évidemment le plus naturel possible, réduisant encore davantage la facture d'énergie.

Cette approche énergétique plus globale ne se limite pas aux composantes internes de la maison. Il faut, explique Christian Ouellet, dans une logique d'impact énergétique minimal, que l'on construise des maisons plus rapprochées pour réduire le nombre de murs et la déperdition de chaleur. On multiplie d'autant les gains réalisés par le solaire passif. Il est ainsi plus rentable de récupérer l'eau de pluie pour les parterres, gazons et jardins. L'intégration de photovoltaïque peut enfin réduire la chaleur sur les toits en captant et en transformant cette énergie de façon utile au lieu d'avoir à acheter de l'électricité pour climatiser ces maisons dont l'isolation impeccable les rend plus chaudes et plus économiques en hiver mais aussi plus fraîches et plus économiques en été.

Ce qui manque ici, au Québec, conclut Christian Ouellet, ce sont des prêts sans intérêt qui se financeraient en partie par l'énergie récupérée par Hydro-Québec et revendue à profit à d'autres. Il faut, dit-il, changer cette mentalité de court terme selon laquelle seules des solutions qui se payent sur trois ou quatre ans sont bonnes car, même si leur financement exige huit ou dix ans, elles fonctionneront pendant des décennies par la suite avec des économies récurrentes.

«On ne peut pas laisser une Terre dévastée à nos enfants sous prétexte que le retour sur l'investissement des solutions est trop long. Cette vision à courte vue n'est plus compatible avec la véritable protection de l'environnement», conclut l'architecte, qui n'a rien perdu de son enthousiasme avec la retraite.

Le Devoir

Samedi prochain: la géothermie

MONDE

SUITE DE LA PAGE 1

prendre: c'est *Redesigning Humans, Our Inevitable Genetic Future*, de Gregory Stock, chercheur à la UCLA, qui plaide pour que les parents puissent choisir les gènes de leurs enfants. Il y a aussi *Re-making Eden*, du célèbre généticien Lee Silver. Sans oublier *The Age of Spiritual Machines*, de Ray Kurzweil, chercheur au MIT (dont nous parlions la semaine dernière).

On comptera aussi plusieurs livres, comme *The First Immortal*, sur la «cryogénie» (la congélation en vue d'une réanimation ultérieure): une technique qui pourrait devenir fonctionnelle dans les 50 prochaines années, selon James Hughes, trésorier de la WTA. «Les nanotechnologies pourraient bientôt permettre de corriger tous les dommages que la congélation aura causés aux cellules. Et par la suite, il suffirait de réanimer le corps», a-t-il déclaré hier, désinvolte.

Un Raël laïque?

Nick Bostrom, un philosophe de l'université Oxford dans la jeune quarantaine, est le cerveau derrière la WTA. Il milite activement depuis 1998 pour internationaliser son organisation et faire connaître les idées transhumanistes. Bostrom se désole lorsqu'on ose faire un rapprochement entre les thèses de la WTA et celles de Raël. «Ce n'est pas parce qu'un chef de secte a eu des positions qui ressemblent un peu aux nôtres que nous sommes en train d'organiser une religion», dit-il. Il insiste pour dire que son mouvement en est un de chercheurs. «Ce sont les religions qui souvent nous reprochent d'être trop matérialistes.» Mais au fond, selon lui, le transhumanisme est la seule façon de poursuivre la tradition de l'humanisme des Lumières, qui visait à améliorer la vie des hommes.

Hier, à l'écran, Bostrom expliquait la signification d'un graphique simple, où se trouvait un grand rectangle qui en englobait de plus petits. Par ces derniers, Bostrom voulait illustrer les limites de la condition animale, recoupant celle de l'humain. Le grand, ce sont les «possibilités transhumaines, à peu près infinies». Par exemple: «Une personne qui vivrait 200 ans en bonne santé développerait des réflexions, des projets, des idées qu'on ne peut sans doute même pas imaginer dans notre condition actuelle.» Pourquoi ne pas penser, renchérit le philosophe Mark Walker, de l'université de Toronto, qu'un être humain «décide de se donner le corps qu'il faut, grâce à la génétique, pour exceller dans le domaine de l'athlétisme». Après tout, argue-t-il, nous souhaitons tous être meilleurs dans chacun de nos domaines. «Et si un jour nous trouvons ce qui fait, dans la composition chimique du cerveau, et dans les gènes, ce qui rend vertueux et bon, pourquoi devrions-nous nous empêcher de l'utiliser?»

Une autre association post-humaniste, l'Institut de «l'Extropy» (l'inverse de l'entropie), est représentée au congrès par un penseur très connu dans ces cercles. Il s'agit d'un philosophe très inspiré par

IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

Alors que des hélicoptères américains pilonnaient hier des miliciens retranchés dans le cimetière de Najaf, près du tombeau de l'imam Ali, des affrontements opposaient les Américains aux insurgés irakiens au nord de Bagdad, à Samarra, où au moins deux personnes ont été tuées.

Dans le sud, des militaires italiens ont échangé des tirs avec des activistes qui ont attaqué leurs positions et un poste de police à Nasiriya, selon un porte-parole de l'armée italienne. A Amarah, des membres de la milice de Moqtada al-Sadr se sont emparés de quatre postes de police, selon des témoins. Les tensions étaient également fortes à Bassora (sud), où des soldats britanniques ont affronté jeudi des membres de l'armée du Mahdi.

Ces affrontements font craindre une reprise de grande ampleur de la vaste insurrection lancée en avril par la milice d'al-Sadr, l'armée du Mahdi. L'affrontement n'avait pris fin qu'en juin, avec une série de trêves négociées par des responsables politiques et religieux. «Nous estimons que nous avons tué 300 éléments anti-irakiens au cours des deux derniers jours de combats», a affirmé une porte-parole de l'armée américaine, le capitaine Carrie Batson. Trois soldats américains ont été tués et 12 autres blessés lors des combats à Najaf, a ajouté la porte-parole.

Le gouverneur de la ville, Adnan al-Zurfi, a affirmé pour sa part que 400 membres de la milice de Moqtada al-Sadr avaient été tués et que plus d'un millier avaient été arrêtés. Moqtada al-Sadr a accusé les États-Unis d'être responsables de toutes ces violences. Le gouvernement provisoire avait appelé l'Amérique «notre partenaire», a-t-il affirmé dans un sermon lu par un de ses proches à la mosquée de Koufa, ville jumelle de Najaf. «Je dis que l'Amérique est notre ennemie et l'ennemie du peuple, et nous n'accepterons pas son association.»

Des collaborateurs de Moqtada al-Sadr ont toutefois lancé hier un nouvel appel au cessez-le-feu, demandant le concours des Nations unies et du gouvernement provisoire irakien pour faire cesser les violences. «Nous demandons au gouvernement [irakien], qui a annoncé qu'il était souverain, d'intervenir pour arrêter les attaques américaines», a déclaré Mahmoud al-Soudani, un porte-parole d'Al-Sadr à Bagdad.

«Équipes d'assassins».

Sadr City, vaste faubourg populaire de Bagdad, campe sur le pied de guerre. De lourdes volutes de fumée noire s'élèvent sur les carrefours. Toute la nuit de jeudi à hier, face aux blindés américains, les combattants de l'Armée du Mahdi ont monté une garde vigilante, dormant par quarts, à même le sol, au coin d'une rue, sous l'auvent d'une échoppe. Dès l'aube, hier, les traits tirés par le sommeil, ils reprenaient le guet, serrés autour de leur émir, ravivant les brassiers, enflammant de vieux pneus, dérisoires barricades jetées en travers des avenues. Dans le dédale des venelles jouxtant les axes principaux, les volontaires se pressent. Troupe de circonstance assemblée à la hâte. Chômeurs, manœuvres, journaliers en guenilles, souvent nu-pieds, le visage ceint de leurs keffiyehs, adolescents et vieillards ont répondu à l'exhortation des mezzians, prêts à faire barrage de leur corps aux forces de la coalition. Certains ne portent qu'un simple pistolet. Tous ont la volonté d'en découdre. Les partisans du jeune imam rebelle, Moqtada al-Sadr, montent plus de courage que d'érudition militaire.

«Les Américains ont une armée très puissante», reconnaît Abou Mountather, le chef d'une petite phalange embusquée non loin du carrefour 56, face aux chars qui protègent les bâtiments du conseil municipal. Ses hommes disposent, pour tout armement lourd, d'une poignée de roquettes. «Mais nous combattons avec notre cœur. Dieu est avec nous. Notre avenir est dans l'au-delà. Les Américains se battent avec le diable et sont attachés à cette vie.» Stratégie que résume le bilan des affrontements de la veille: 19 tués et 111 blessés dans les rangs des insurgés, selon le ministère irakien de la Santé. Abou Mountather n'en a cure et ne veut relever que les succès de sa milice. «Si les Américains entrent plus avant dans notre quartier, ils le payeront de leur sang. Mais nous voulons les contenir sur ces avenues, même si cela nous coûte cher, car le rôle de notre armée, c'est de protéger la population de Sadr City, de défendre les civils, nos familles. Nous n'avons pas décidé de rompre la trêve signée au mois de juin par Moqtada al-Sadr. C'est l'occupant qui a déclenché les hostilités. Le quartier était calme. Nous avions établi une bonne coopération avec la police et les soldats de la Garde nationale.»

Une opération des Forces spéciales américaines, menée jeudi en fin d'après-midi, semble avoir mis le feu aux poudres. Selon plusieurs témoignages, une colonne de blindés, survolée par des hélicoptères, a fait irruption dans le sud d'Al-Djamila. Derrière les soldats réguliers, deux véhicules tous terrains, Hyundai et Toyota, sans plaques minéralogiques, bourrés d'hommes armés, en pantalons de treillis, gilets pare-balles et casquettes sur le crâne. Le commando se serait attaqué à la voiture d'un haut responsable de la milice chiite, Sayed Hussein, dit «Abou Ali», bras droit du chef militaire de l'Armée du Mahdi. Il a été abattu avec trois de ses gardes du corps au cours d'un bref échange de tirs. Sa fille, touchée par une balle en pleine tête, a été transportée à l'hôpital dans un état critique. «Les Américains comme les Israéliens en Palestine utilisent des équipes d'assassins pour liquider nos dirigeants», accusent les combattants, que l'incident a rendu extrêmement nerveux.

Depuis, des patrouilles d'hommes masqués sillonnent Sadr City à bord de Mercedes et de BMW, interceptant sans ménagements tout étranger au quartier avant de l'emmener manu militari devant un ayatollah, seul habilité à décider de son sort. «Nous devons prendre des précautions car les Américains nous recherchent pour nous assassiner et ils utilisent des espions», s'excuse Sayed Abou Moustapha, qui préfère ne pas utiliser son vrai nom. Cet ayatollah, très proche de Moqtada al-Sadr, est pourtant un des représentants officiels du chef rebelle à Bagdad. Il a renoncé à mener la grande prière du vendredi dans sa mosquée et se cache dans les bureaux d'une entreprise de transports. «Cette offensive est une décision coordonnée entre l'occupant et le gouvernement illégitime d'Iyad Al-laoui. Ils disent vouloir en finir avec les milices, mais arment celles des partis kurdes et du mouvement d'Ahmed Chalabi, les Brigades al-Badr du Conseil suprême pour la révolution islamique et tous ceux qui acceptent d'être les valets de l'occupant», affirme-t-il.

Sayed Abou Moustapha poursuit: «Ils veulent détruire l'Armée du Mahdi parce que nous défendons les pauvres, l'Irak et l'Islam. Nous refusons de nous agenouiller pour les dollars des Américains. Nous exigeons la tenue d'élections libres. Mais nous n'avons pas rompu la trêve, nous pas encore appelé à l'insurrection générale. Les prochains jours seront déterminants. Si les Américains ne nous laissent le choix qu'entre l'honneur et la servitude, nous choisirons l'honneur. Et ils apprendront ce que veut dire pour nous le sens du sacrifice.»

Le Devoir

Associated Press et Libération